

# Di Rupo résiste à ce stade au coup d'épaule de Labille

PS Les élus et responsables restent de marbre après l'attaque visant la présidence

- ▶ Après l'appel de Jean-Pascal Labille, suivi par Thierry Bodson, à changer l'équipe présidentielle, les élus et responsables socialistes ne relèvent pas.
- ▶ L'état-major veut faire retomber la poussière.
- ▶ Reste qu'après une accalmie, c'est tempête à nouveau.

**L**e PS, ça va comme un lundi. Après l'exclusion du fédéral, les affaires, l'éviction du gouvernement wallon, et maintenant les sorties de Jean-Pascal Labille et Thierry Bodson, le PS, du moins le mouvement socialiste, est plongé à nouveau dans un mélange de tensions et de convulsions.

Les propos du secrétaire général de Solidarité, samedi dans ces colonnes, ainsi que dans le Grand Oral RTBF-*Le Soir*, ont frappé un coup dans la fourmilière, où, croyait-on, chacun était juste retourné à sa besogne. Question : Elio Di Rupo tiendra-t-il ? Est-il appelé à lâcher les commandes du PS ? Tout continue ? A ce stade, voyons...

**1 Le coup est rude.** L'état-major du PS, et avec lui une série

d'élus et responsables socialistes avec lesquels nous avons pu nous entretenir *off the record*, a beau relativiser, voire minimiser, en expliquant qu'on est dans une offensive de « gros ego », les faits sont là : deux patrons de l'Action commune (lire ci-dessous), Jean-Pascal Labille pour les Mutualités et Thierry Bodson pour la FGTB wallonne, qui souhaitent publiquement le départ du président du parti, on n'avait jamais vu ça chez les rouges...

Les deux n'entraînent pas forcément leurs organisations avec eux, ils interviennent sans mandat de leurs affiliés mais, enfin, ça ne change pas grand-chose à la puissance du coup porté à Elio Di Rupo. Lequel, affaibli comme

l'on sait, avait tout juste bouclé un Chantier des idées qui, croyait-on, semblait pouvoir peut-être (soyons prudents) redonner du champ au PS. Du moins le Chantier avait-il permis aux quatorze fédérations - Liège en tête, où le congrès final a eu lieu le 26 novembre - de renouer et souscrire ensemble à un nouveau « projet » socialiste. Mais non, pas de répit... Un sondage (Ipsos, il y a une semaine) bof-bof (où le PS se refait un peu à Bruxelles, pas en Wallonie) sert de déclencheur, il fait remonter à la surface la querelle ayant trait à la prise de parole au congrès de Liège (boudé par Jean-Pascal Labille, qui avait été prié de rempocher son discours) et, plus largement, les dis-

cussions et les interrogations sur le leadership dirupien, avec elles les divergences sur la stratégie à suivre en vue de la maxi-séquence électorale 2018-2019.

**2 Le parti se resserre.** C'est la version au boulevard de l'Empereur. Ou se referme, dirait-on parmi les partisans de Jean-Pascal Labille et Thierry Bodson. Quoi qu'il en soit, l'état-major socialiste a conseillé samedi matin aux élus de ne pas réagir afin de ne pas alimenter la machine (médiatique) à polémique. De fait, mis à part André Flahaut, légitimiste forcené et grand connaisseur de l'appareil qui a pris illico la défense du président, on a vu très peu de rouges entrer dans la mêlée. Mot d'ordre : laisser retomber la poussière, ne pas donner prise aux attaques, ensuite on verra. Après cette phase de (tentative de) décompression, les parlementaires pourraient, dit-on, se manifester à présent, cette semaine, et tour à tour affirmer leur soutien à la présidence. A suivre. Cela étant, dans un premier temps samedi, plusieurs responsables s'interrogeaient : Jean-Pascal Labille intervient-il avec le soutien de la fédération liégeoise (Thierry Bodson est affilié à Liège lui aussi) et celle de Charleroi, donc de Paul Magnette ? An quel cas, on avait affaire à une tentative de putsch ni plus ni moins. Quant à la Fédération liégeoise, l'on sait que le président des Mu-

tualités est en rupture avec les instances dans la Cité ardente. Enfin, Paul Magnette, lui, était injoignable ce week-end. Ses propos en interview ces derniers mois, et sa participation active récemment au Chantier des idées, en protagoniste lors des travaux de synthèse, donnent à voir un futur vraisemblable candidat à la présidence, mais en principe sans brûler les échéances prévues.

**3 L'option du président.** Elio Di Rupo maintient sa ligne, en

substance : on a réformé les statuts du parti (décumul des rémunérations et décumul intégral), on a actualisé le projet socialiste (le Chantier et ses 170 propositions), les fédérations sont sur la même longueur d'onde, les élus sont en phase, maintenant tous en campagne vers les élections communales puis régionales-législatives-européennes.

C'était le plan. Le président n'est pas sourd aux commentaires et critiques pour autant. Parmi les scénarios envisagés, il en est un qui le donne tête de liste aux élections européennes en 2019, cela au détour d'un congrès (européen) qui se déroulera le 4 mars prochain. Une façon pour lui d'annoncer son départ du Boulevard - une clarification - tout en assurant son dernier mandat. Un scénario seulement. D'avant le samedi 16 décembre. ■

DAVID COPPI

**À MONS****Le CDH met une pression maximale sur Di Rupo**

L'affaire Lafosse va-t-elle offrir une porte de sortie inespérée pour le CDH et son embarrassante majorité avec le PS de Di Rupo à Mons ? La question sera sur la table du collège communal convoqué en urgence ce lundi matin pour discuter du cas de Pascal Lafosse (photo). L'échevin des Sports est soupçonné d'utiliser à des fins politiques une ASBL sociale, subsidiée par la Région wallonne (*Le Soir* du 16/12). L'édile et son père, l'ancien bourgmestre Maurice Lafosse, sont sous le coup d'une information judiciaire à ce sujet mais aussi d'une double enquête de la Ville de Mons et de l'administration wallonne des Pouvoirs locaux. L'échevin a déjà été entendu par le collège communal jeudi et il devait aussi s'expliquer devant le comité de gouvernance de la ville. Sauf qu'il a fait savoir qu'il s'y présenterait avec ses avocats. Dans l'opposition, le MR et Ecolo ont dès lors réclamé une instance juridiquement reconnue pour l'entendre, à savoir le conseil communal. Le CDH, en majorité avec le PS à Mons, a exigé la tenue de ce conseil en urgence dont la date (avant le week-end de Noël) sera décidée ce lundi. Si mathématiquement, le PS n'a pas besoin d'un allié pour gouverner la ville de Mons, le départ fracassant du CDH - après le « licenciement » tout aussi fracassant du MR de Bouchez en 2016 - écornerait un peu plus l'image d'un Di Rupo décidément contesté.

S.DX

## action commune L'unité socialiste déforcée mais pas dissoute

ANALYSE

**C**ette stratégie qui a consisté pour Elio Di Rupo, quelque part, à s'autolégitimer n'est pas à même de replacer le PS dans un bon rapport de forces » (Jean-Pascal Labille). « Quand je vais dans une assemblée syndicale ou une manifestation, les gens me disent : avec Elio, ça ne marchera pas » (Thierry Bodson). « Le parti est dans une dynamique positive et la démarche du Chantier des idées me paraît très intéressante. Mais il faut à présent une autre dynamique organisationnelle à l'intérieur du PS. Avec Elio Di Rupo ? C'est aux instances du parti d'en décider » (Robert Vertenuel).

Trois citations visant Elio Di Rupo, trois phrases émises ce week-end par le secrétaire général de l'Union nationale des mutualités socialistes (Solidaris), celui de l'Interrégionale wallonne de la FGTB et celui de la FGTB nationale. Rien que ça ! A la place du président du PS, on se vexerait.

Faut-il en déduire que l'Action commune syndicat-mutuelle-parti est morte en ce mois de décembre 2017 ? Sûrement pas. Certes, les relations personnelles entre les chefs de file des trois composantes (auquel il faut encore adjoindre le réseau associatif) de celle-ci sont clairement entamées. Jean-Pascal Labille et Thierry Bodson ont beau clamer que « ce n'est pas l'homme qui est visé », la personne d'Elio Di Rupo en prend quand même pour son grade. On est loin de cette sortie concertée, en mars 2015, où les différents leaders s'étaient associés pour dresser le poing fermé de l'Action commune en direction du gouvernement fédéral de centre-droit.

D'autant que les prises de position de ce samedi rappellent le froid qui s'est installé depuis peu entre les composantes de la famille socialiste. Mutualités et syndicat n'ont guère apprécié de ne pas être conviés à la tribune lors de la clôture du Chantier des idées, le 26 no-

vembre à Liège (*Le Soir* du 5 décembre). De même, le PS goûte peu, c'est un euphémisme, les sorties à répétition de Thierry Bodson en faveur d'une coalition « de gauche » associant, en Wallonie, le PS à Ecolo et au PTB. Une antienne répétée ce week-end par le syndicaliste liégeois. Quant à Robert Vertenuel, il rappelle volontiers qu'il dialogue avec tous les partis de centre-gauche et pas uniquement le PS. Pas de partenaire privilégié, donc, malgré des liens déjà très anciens.

Néanmoins, si la charge est rude, de l'aveu même de socialistes, elle ne devrait pas suffire à faire exploser l'Action commune. D'abord, en raison de la proximité des échéances. La campagne des élections communales et provinciales approche à grands pas. Ce double scrutin sera suivi, huit mois plus tard, par le rendez-vous électoral de 2019 (Europe, fédéral, Régions). Désunir les forces socialistes n'aurait d'autre effet

que de renforcer la droite et permettre la reconduction de coalition sans le PS. Ni Solidaris ni la FGTB ne le souhaitent. « Si on veut atteindre les objectifs communs à Jean-Pascal Labille, Thierry Bodson et Elio Di Rupo, il faut rester soudés », plaide un mandataire socialiste.

**« Si on veut atteindre les objectifs communs à Jean-Pascal Labille, Thierry Bodson et Elio Di Rupo, il faut rester soudés »** UN ÉLU SOCIALISTE

Ensuite, les politiques menées actuellement par la coalition fédérale « suédoise » restent la cible commune de ce trio. Et les mesures qui doivent encore être votées au cours de l'année qui vient auront tôt fait de ressouder le camp socialiste. Il y a donc fort à parier que, le moment venu, les différents responsables dépasseront les querelles d'ego pour travailler ensemble. ■

PASCAL LORENT